

La FNAB dénonce la caricature anti-environnementale du gouvernement sur la Bio et quitte la salle du CSO

Paris, 21/05/2021. Même virtuellement on peut quitter une négociation ou plutôt un simulacre de négociation. C'est ce que la FNAB a décidé de faire ce matin en quittant le Conseil Supérieur d'Orientation présidé par le Ministre de l'agriculture et annonçant officiellement les premiers arbitrages de la prochaine PAC. D'autres organisations défendant une vraie prise en compte de l'environnement dans le fléchage des fonds publics agricoles sont aussi parties.

La FNAB tire le bilan du pire quinquennat pour le développement de la Bio

L'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir a sonné la fin du développement de l'agriculture biologique par l'action de l'Etat, laissant les consommateurs seuls tirer la dynamique et assumer le coût final :

- Trois années de retard de paiement des aides bio jusqu'en 2020
- Refus d'indemniser les fermes bio pour ces retards qui ont entraîné des faillites malgré la reconnaissance de la faute de l'Etat par le ministre de l'agriculture de l'époque
- Suppression du financement de l'aide au maintien dès 2017
- Refus de réunir les groupes de travail sur les paiements pour services environnementaux dans le cadre du travail pour la prochaine PAC
- Objectif de 15% de surfaces bio en 2022 abandonné

Ce matin lors du CSO, le ministre confirme qu'il va aligner les aides à la Bio sur les aides à la HVE, et l'arbitrage de 70 euros par hectare annoncé par le cabinet n'est pas remis en question ; **ça veut dire 66% d'aides en moins pour les Bio, une perte moyenne de 132 euros par hectare et par an !**

« Quand on a commencé cette négociation on a travaillé dur pour proposer quelque chose de réaliste dans un contexte de baisse du budget global. Le gouvernement nous a toujours dit que jamais nous ne serions mis au même niveau que la HVE. Notre seule erreur ça a été d'y croire et de jouer le jeu de la négociation, pas celui de l'opposition. Cet arbitrage est une insulte aux agriculteurs et agricultrices bio » explique Loïc Madeline, secrétaire national PAC à la FNAB. Et d'ajouter : « La communication sur une enveloppe augmentée pour les paysans conventionnels qui veulent se convertir à la Bio n'est que poudre aux yeux, ce budget est fictif et ne sera jamais dépensé, personne n'ira se convertir sans soutien durable ».

La FNAB appelle les paysans et paysannes Bio à se mobiliser le 2 juin à Paris pour demander la réouverture des arbitrages sur la Bio qui vont nous mettre à poil !

RDV à midi place des invalides, près de la sortie de métro le 2 juin. INSCRIPTION

[ICI](#)

Contact :

Loïc Madeline, secrétaire national FNAB PAC – 06 22 30 45 54

Emilie Poinot, chargée de communication (pour la manif) - 07 69 82 62 36